

Etats-Unis : « Empêcher » Bush ?¹

George Bush ne tient pas la forme. Le voilà empêtré dans ses mensonges, marqué par les scandales de tous ordres qui déstabilisent son entourage, hésitant sur la conduite à tenir en Irak, stigmatisé par les enquêtes d'opinion. Le président américain risque de connaître une « fin de règne » difficile. Au point que certains rêvent d'une destitution du chef de la Maison-Blanche.

George Bush devrait-il faire l'objet d'une procédure d'« *impeachment* » ? Etre renvoyé à ses chères études comme le fut autrefois Richard Nixon ? Pris dans la tempête du Watergate, « *Dirty Dicky* », ce « salaud de Richard » comme le surnomma une partie de la presse, dut à l'époque jeter le gant. Certes, on n'en est pas là et la conjoncture est aujourd'hui fort différente. Mais si Hillary Clinton fustige aujourd'hui « *la plus mauvaise présidence* » qu'ont connu les Etats-Unis, ce n'est pas seulement en fonction de choix politiques hasardeux. Comme Nixon, M. Bush a abondamment démontré qu'il est passé maître dans l'art du mensonge et que nombre de ses proches affichent des comportements fort peu compatibles avec la loi et cette morale dont il se targue d'être le héraut.

D'autres présidents ont connu des bas au cours de leur second mandat. Mais bien peu ont enregistré une cote de confiance aussi faible que l'actuel locataire de la Maison-Blanche. Celui-ci n'avait pourtant pas caché ses ambitions. Confortablement réélu, profitant des faiblesses d'une opposition démocrate tétanisée après le 11 septembre, Bush pensait avoir le champ libre pour asseoir une domination à long terme du Parti républicain sur la vie politique fédérale. Elargir sa base et son électorat à des couches traditionnellement acquises au Parti démocrate, notamment parmi les noirs.

Or, George « doublevé » a connu une année 2005 « *désastreuse* », de l'avis même d'un consultant de son parti. Les sondages montrent des Américains moroses. Certains, comme Michael Deaver, un ancien conseiller de Reagan, parlent de « *désespoir* » quand « *70% de la population déclare ne pas penser que la situation va s'améliorer.* » Et dans son camp, ils sont de plus en plus nombreux à chuchoter que « *le parti n'a aucune chance de progresser si le président continue à agir comme cela.* »

« Les gens abandonnés »

Comme cela ? Les accusations de corruption et de favoritisme se multiplient autour de la présidence et du Congrès, les amis proches tombent comme des mouches dans l'environnement présidentiel. Et même les éléments se déchaînent pour mettre en évidence l'iniquité de la politique actuelle. Les terribles ouragans comme Katrina ont montré que le sort des pauvres et des afro-américains n'est pas le principal souci des élites de Washington. Et tout espoir de percée parmi les électeurs noirs est désormais illusoire. « *S'il y avait un réalignement en cours, il est bel et bien enterré* » a constaté John Podesta, président d'une organisation progressiste, le *Center for American Progress*.

En Louisiane, on parle des quartiers dévastés par les eaux déchaînées comme du « *Ground Zero* » de la Nouvelle-Orléans. Eloquente référence à l'attentat contre le *World Trade Center* de New York un certain 11 septembre. Le 4 janvier, la compagnie de bus Gray Lines a inauguré une visite guidée sous le label « *Katrina, la pire catastrophe américaine.* ». Cette initiative de mauvais goût, sensée appuyer les promesses présidentielles de fortifier les digues, a été rapidement interdite. Mais le fait est là. A six mois de la prochaine saison des ouragans, les travaux entrepris ne sont pas à la hauteur des risques. « *Les gens se sentent abandonnés par le gouvernement fédéral* » tranchait récemment le correspondant du *New York Times*. Et la reconstruction a creusé le clivage racial. Comme le notait un

¹ Article paru dans le N°253 du *Journal du mardi*, 31 janvier 2006.

reportage du Monde, le 18 janvier, « *ceux qui reviennent le moins vite sont les pauvres. La ville a perdu ses petites gens* »

Scandales en série

Pour Eddie Johnson, député au Congrès et membre du Black Caucus, un tel constat tient de l'évidence. « *La gestion de l'administration actuelle a aggravé les inégalités et la pauvreté. Bien sûr, la guerre a occasionné de grandes dépenses. Mais s'il n'y avait pas la guerre en Irak, de toute manière, le président Bush ne se comporterait pas autrement. Il n'a jamais montré que du mépris vis-à-vis des pauvres.* » Et le copinage joue à fond. « *Ce sont les mêmes compagnies qui ont empêché des milliards de dollars en Irak qui touchent des milliards en Louisiane.* » Et qui n'offrent même pas de boulot aux sinistrés. De nombreux hommes politiques sont inquiétés par la justice pour des faits de corruption ? « *Le problème, c'est la corruption au sein du Parti républicain* » assène Eddie Johnson.

Une corruption érigée en système de gouvernement. La liste des proches du président, impliqués dans de sales affaires, ne cesse de s'allonger. A l'automne dernier, c'est le chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, Tom Delay, qui avait dû démissionner. Il n'avait fait que suivre son collègue au Sénat, Bill Frist. Tous deux avaient été les piliers des campagnes présidentielles en 2000 et en 2004. Le premier a triché avec les lois de son Etat, le Texas, en matière de collecte de fonds. Il a aussi mis en place un système garantissant que verser des contributions financières au Parti républicain était un moyen sûr de trouver une oreille complice dans l'administration. Le second doit rendre des comptes dans une affaire de délit d'initiés.

Roman noir

On a aussi appris que celui-ci bénéficiait largement des largesses d'un lobbyiste nommé Jack Abramoff. Au point d'éveiller l'attention du comité d'éthique du Congrès. Cet Abramoff a aidé à remplir les caisses électorales républicaines. Et le voilà impliqué dans une affaire digne d'un roman noir, avec casino et meurtres à la clé.

Ce monsieur a décidé de plaider coupable du chef de fraude, escroquerie et corruption à grande échelle. Pas moins. Le magazine *Times* parle de lui comme de « *l'homme qui a acheté Washington* » et dont les révélations vont salir encore un peu plus une majorité républicaine minée de l'intérieur. Le président de la Chambre, Dennis Hastert a bien tenté d'allumer un contre-feu en annonçant une révision des relations entre les élus et les lobbyistes. Mais M. Hastert lui aussi a profité des faveurs de Jack Abramoff... Lui, plusieurs hommes politiques et la Maison-Blanche elle-même ont promis de rendre les milliers de dollars injustement perçus. Mais le résultat est là, catastrophique pour Bush : 32% des Américains affirment faire confiance aux républicains pour mettre un terme à la corruption. Et 42% seulement estiment que « *les parlementaires méritent d'être réélus.* » Cela à quelques encablures d'un scrutin qui remettra en jeu nombre de sièges.

Le scandale Abramoff ne fait que commencer. S'il ne semble pas aujourd'hui y avoir de liens directs entre lui et M. Bush, les vagues de l'affaire ont déjà mouillé la Maison-Blanche. En septembre dernier, un nommé David Savafian, était inculpé pour obstruction à la justice. Ancien collaborateur d'Abramoff, il était aussi un haut responsable de l'administration fédérale, chargé de la politique d'achats.

La liste s'allonge des copains-coquins qui hantent les allées du pouvoir. On peut aussi se souvenir de l'affaire Valérie Plame, du nom de cet ancien agent de la CIA, dont les activités secrètes avaient été révélées pour punir son mari ambassadeur. Celui-ci avait établi le mensonge de Bush sur l'achat d'uranium au Niger par Saddam Hussein, achat invoqué pour accélérer les préparatifs de guerre.

On connaît aujourd'hui les auteurs des fuites : Karl Rove, le plus proche conseiller de George Bush, et Lewis Libby, spécialiste des coups tordus sous Reagan et directeur de cabinet du vice-président Dick Cheney.

L'ironie de Ben Laden

Dans le même temps, le président est confronté à bien d'autres problèmes qui vont du prix du pétrole à l'accumulation des pertes américaines en Irak. En novembre dernier, le mot « retrait » était prononcé pour la première fois au Congrès, révélant une crise latente concernant l'issue de la guerre d'Irak et provoquant un débat « féroce » selon le *New York Times* qui écrit n'avoir jamais connu à la Chambre un tel flot d'injures. A l'époque, 63% des Américains disaient ne plus compter sur M. Bush pour régler la question irakienne alors qu'ils étaient 76% à avoir appuyé sa guerre en avril 2003. Le choc des sondages ne peut pas être sans effet sur des parlementaires déjà engagés dans la campagne des élections législatives. Ce qui a fourni à Ben Laden une belle occasion de revenir dans le jeu. Non sans ironie, le leader d'Al Qaeda a récemment pris appui sur les enquêtes d'opinion aux Etats-Unis pour constater... que le président n'en tient pas compte. Et il a proposé « *une trêve de longue durée dans des conditions que nous respecterons parce que nous sommes une nation à laquelle Dieu interdit la trahison et le mensonge* ». Lourde allusion aux contrevérités de la Maison-Blanche pour justifier les aventures guerrières en Afghanistan et en Irak désormais condamnées par des personnalités aussi éminentes que Bill Clinton, Jimmy Carter, l'amiral Turner, un ancien directeur de la CIA, Robert MacNamara, secrétaire d'Etat durant la guerre du Vietnam ou le général Scowford, chef des opérations durant la première guerre du golfe...

Le coût de la guerre

A l'automne, c'est un ancien colonel des marines, vétéran d'Indochine et faucon avéré du Parti démocrate qui a allumé la mèche du retrait immédiat. Certes, sa motion a été écartée, mais le débat était lancé. Contre la volonté de la Maison-Blanche, le Sénat a voté, à une forte majorité, un texte demandant un rapport trimestriel sur la stratégie de Bush en Irak et stipulant que « *2006 devrait être une année de transition significative vers une pleine souveraineté irakienne.* » Une manière plus diplomatique de maintenir la pression sur le président. Pression d'autant plus forte que la guerre coûte cher. Très cher, bien au-delà des estimations initiales.

En 2002, le conseiller économique de George Bush avait évalué publiquement le coût d'un conflit en Irak à 200 milliards de dollars. Et il s'était fait éjecter. Quatre ans plus tard, le Congrès, qui n'a cessé de voter des rallonges budgétaires, estime le coût de la guerre à 500 milliards. Chiffre qui ne tient pas compte des retombées collatérales de l'engagement. Selon une étude réalisée par le professeur Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, et sa collègue Linda Bilmes, spécialiste des questions budgétaires, les dépenses s'élèveront au final à une somme colossale comprise entre 1000 et 2000 milliards. Commentaire de M. Stiglitz, « *il y avait des façons bien différentes de dépenser seulement une fraction de cet argent afin de renforcer plus nettement la sécurité des Etats-Unis, gagner les cœurs et les esprits au Moyen-Orient et y promouvoir la démocratie.* »

Il faut noter que, parallèlement, le président Bush poursuit sa politique de réduction d'impôt, rogne dans les dépenses fédérales, notamment dans les budgets sociaux. Et qu'en Irak, la lutte antiterroriste a pompé les crédits américains prévus pour la construction. L'essentiel des 18,4 milliards de dollars attribués par le Congrès pour la remise en état des infrastructures du pays ont été utilisés pour des besoins « plus urgents » que la réhabilitation du réseau électrique, du système scolaire, de l'adduction d'eau ou des installations pétrolières.

Dans l'impasse

Résultat, et comme en un aveu d'impuissance, le président Bush a récemment appelé la « communauté internationale » à soutenir la reconstruction du pays, minée par une corruption généralisée impliquant aussi bien des citoyens américains que des politiques irakiens ou des sociétés locales et étrangères. Pour parfaire le tableau, les révélations sur les tortures, les prisons secrètes, les manipulations de la presse viennent corroder encore plus les positions de l'administration. Dans son rapport 2006, l'organisation *Human Rights Watch* accuse à nouveau MM. Bush et ses amis d'affaiblir la défense des droits de l'homme à travers le monde en faisant de la torture « *une partie intégrante de sa stratégie anti-terroriste.* » Et le rapport épingle la menace – non mise à exécution- du président Bush d'opposer son veto à une loi interdisant tout « *traitement cruel, inhumain et dégradant* » ou les propos du directeur de la CIA justifiant la torture par noyade comme « *une technique d'interrogatoire professionnel.* »

Ainsi, de fil en aiguille, « *les gens ont commencé à parler de la destitution du président George W. Bush, pas en chuchotant, mais dans les journaux, sur Internet, dans des conversations ordinaires et même au Congrès. Et je crois qu'ils ont raison.* » C'est du moins l'avis d'un ancien membre du Congrès qui a siégé à la commission de la Justice lors de la procédure de destitution de Richard Nixon, Elizabeth Holtzman. L'hebdomadaire *The Nation* a titré en couverture sur « *La destitution de George W. Bush* ».

Mme Holtzman a passé en revue les fautes majeures du grand chef : mensonges, sur Saddam Hussein et sur les armes de destruction massive, impréparation criminelle à la guerre, abus de pouvoir, écoutes téléphoniques illégales de citoyens... En ce qui concerne l'impréparation au conflit, c'est l'ancien homme à tout faire de Washington à Bagdad, Paul Bremer, qui vient d'en remettre une couche en parlant de coalition peau de chagrin et en condamnant le fait qu'il ne reste aujourd'hui que la moitié des effectifs annoncés aux premiers jours de la guerre. Il y a là un signe évident que les alliés ne souhaitent guère s'attarder dans l'impasse où s'enferme l'administration Bush.

L'affaire des écoutes

Aux Etats-Unis mêmes, les rangs des alliés fiables du président risquent fort de s'éclaircir rapidement. Un rapport rédigé par les Services de recherches du Congrès (CRS) a conclu récemment que les justifications de l'administration concernant des écoutes illégales mais ayant reçu le feu vert du président sont bel et bien en contradiction avec la loi. Le rapport rejetait ainsi les affirmations de George Bush et de son ministre de la Justice, l'attorney général Alberto Gonzales sur le droit du président à ordonner de telles pratiques sans feu vert d'un tribunal spécial. En décembre, Bush avait dénoncé les révélations « *honteuses* » qui « *aident l'ennemi* » terroriste sur les écoutes et il ne cesse de répéter qu'il compte bien les prolonger.

Des élus républicains se sont joints aux démocrates pour réclamer une enquête, tous tombant d'accord sur la nécessité de s' « *assurer que Big Brother ne s'installe pas dans notre pays.* » De l'avis général, George Bush a désormais intérêt à accélérer le retrait des troupes américaines d'Irak. Faute de quoi, ses amis et lui pourraient subir une rude sanction aux élections de mi-mandat en novembre prochain. Majoritaire dans les deux chambres, le Parti républicain risque de perdre bien des plumes dans les différents scandales qui salissent nombre de ses représentants. Et le président lui-même pourrait vivre une fin de présidence –encore trois ans à tirer - infiniment laborieuse. On attend avec curiosité le discours traditionnel sur l'état de l'Union qu'il doit prononcer ce 31 janvier.

Le club des menteurs : les détenus secrets de la CIA²

George Bush est un menteur. Les chefs d'Etat européens aussi ? L'ancien secrétaire d'Etat américain Colin Powell l'avait affirmé. Au Conseil de l'Europe, une enquête semble l'établir. Accusant ainsi les élites du vieux continent de complicité de torture.

« Il n'est tout simplement pas vraisemblable que les gouvernements européens, ou du moins leurs services secrets, n'aient pas été au courant ». Ce constat est tombé comme une lourde accusation à la tribune du Conseil de l'Europe. Le sénateur suisse Dock Marty avait été chargé de rassembler des informations sur les accusations de détentions secrètes en Europe, et sur des transferts de prisonniers vers des pays tiers. Dans son rapport intérimaire, M. Marty a confirmé que des centaines de vols de la CIA sont bel et bien passés par des pays européens. Les faits sont graves. Ils le sont d'autant plus qu'ils font des chefs d'Etat et de gouvernements de fiefés menteurs, eux qui prétendaient ne rien savoir. Avant le parlementaire suisse, le président du Conseil de l'Europe René Van der Linden avait mis en cause plusieurs Etats, dont l'Allemagne. L'élu néerlandais avait, lui aussi, affirmé que « les gouvernements savaient très bien ce qui se passait. » Des gouvernements qui font le gros dos.

A la mi-décembre, l'ancien secrétaire d'Etat de George Bush, Colin Powell, avait pourtant porté la dague là où cela fait mal : « le fait que nous avons mis en place des procédures concernant les personnes responsables de terrorisme n'est pas nouveau ou inconnu de nos amis européens » et ceux-ci « ne peuvent pas être choqués. » Au début janvier, la presse suisse publiait des preuves de l'existence de prisons de la CIA en Europe, incriminant notamment la Roumanie. Dans son rapport 2006, l'organisation américaine *Human Rights Watch* accuse l'administration Bush d'avoir fait de la torture « une partie intégrante de sa stratégie antiterroriste » - ce qu'a implicitement reconnu le président. Mais *HRW* constate aussi que dans le sillage de Washington, des alliés, comme la Grande-Bretagne et le Canada ont tenté « de se dérober à certaines obligations de protections internationales des plus importantes. »

C'est gentiment dit. L'affaire avait éclaté en juin 2004. Elle avait rebondi en novembre 2005 avec des informations faisant état de « prisons secrètes » de la CIA en Europe de l'Est, notamment en Pologne et en Roumanie. Face aux questions embarrassées des alliés, au début du mois de décembre George Bush et Condoleeza Rice avaient sciemment éludé le scandale : « Nous ne transférons pas à des pays qui torturent » (Bush), « Nous n'utilisons pas l'espace aérien de nos partenaires pour des activités qui feraient que des transferts aboutiraient à la torture » (Rice). Or, le rapport de Dick Marty conclut clairement à « l'existence d'un système de sous-traitance de la torture » mis en place par la CIA.

Peut-on voir dans ces affirmations de « vieilles informations présentées dans un nouvel emballage », comme l'affirme le département d'Etat américain ? Le témoignage accablant de l'ancien ambassadeur du Royaume-Uni en Ouzbékistan semble l'interdire. Ce diplomate avait été renvoyé en octobre 2004 pour avoir publiquement dénoncé l'utilisation par les services britanniques et américains d'informations obtenues au moyen de la torture.

On comprend que le sénateur suisse accuse les gouvernements européens de ne pas coopérer suffisamment à son enquête. Les 46 pays membres du Conseil de l'Europe ont jusqu'au 21 février pour se montrer plus ouverts. « De nombreux indices justifient la poursuite du travail de recherche » a-t-il fait savoir. Déjà, il a mis en exergue quatre cas de transfert de personnes vers des pays où elles ont été torturées. Mouillant à leur tour la Suède, l'Italie et la Macédoine.

² ibidem